

Cher lecteur,

Depuis que le président Clinton a formulé la première politique du gouvernement des États-Unis en matière de lutte contre la traite des personnes, en 1998, nous avons observé à travers le monde la progression sans précédent des efforts qui sont déployés pour mettre fin à ce phénomène, forme d'esclavage des temps modernes. La majorité des pays sont aujourd'hui dotés de lois pénales portant interdiction de toutes les formes de la traite des personnes, et la sensibilisation de la communauté mondiale s'est considérablement accentuée.

Pour autant, il reste encore beaucoup à faire, en particulier pour ce qui est de cerner les causes profondes de ce phénomène, notamment les politiques et les pratiques qui contribuent à la traite de personnes vulnérables, et de s'y attaquer. Que l'on considère le cas des fillettes privées d'instruction ou mariées de force, celui des minorités ethniques sans citoyenneté ni acte de naissance, ou celui des travailleurs migrants contraints de travailler contre leur gré par des employeurs qui abusent des actes de procédure, il est certain qu'il nous faudra examiner de près les facteurs de causalité et nous engager à adopter des réformes pertinentes pour que nos efforts de prévention à long terme soient couronnés de succès.

Le neuvième rapport annuel sur la traite des personnes fait la lumière sur les aspects de cette version moderne de l'esclavage et sur de nouvelles facettes de ce fléau mondial. Le phénomène de la traite des personnes touche pratiquement tous les pays, y compris les États-Unis. En prenant acte des propres difficultés que connaît l'Amérique en matière d'esclavage moderne et de pratiques connexes, nous offrons le partenariat. Nous demandons à tous les gouvernements de se joindre à nous pour forger un consensus et orienter les ressources sur l'élimination de toutes les formes de la traite des personnes. Cette année, cet appel revêt une urgence nouvelle. Face à la crise financière dont le poids ne cesse de se faire sentir sur un grand nombre de migrants à travers le monde, ceux qui risquent souvent tout pour le mince espoir d'un avenir meilleur pour leur famille tombent trop souvent dans le piège des trafiquants prêts à exploiter leur désespoir. Nous sommes conscients de leur souffrance immense et nous sommes déterminés à appuyer leur sauvetage et leur réhabilitation.

Tandis que nous nous employons résolument à relever les défis de notre époque, je suis déterminée à partager les leçons que nous avons tirées de nos actions passées et j'offre notre expertise collective pour qu'ensemble nous puissions apporter un secours aux victimes, traduire en justice les auteurs de ce délit et donner de l'espoir aux générations futures qui sont aujourd'hui en péril.

Mettre fin au commerce mondial des êtres humains est une priorité pour les États-Unis, conformément aux valeurs américaines qui attachent une haute importance aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit. Je suis certaine qu'ensemble nous pouvons faire une différence, partout au monde, dans la vie des êtres humains privés de leur liberté.

Cordialement vôtre,

Hillary Rodham Clinton

Cher lecteur,

Le rapport 2009 sur la traite des personnes reflète la détermination de la secrétaire d'État, Mme Clinton, et du président Obama de s'attaquer à ce crime dans notre pays comme à l'étranger. Comme l'a dit le président Obama,

Hélas, il y a ici, dans notre pays, des milliers de personnes qui sont prises au piège de diverses formes d'esclavage. . . souvent des jeunes femmes tombées dans les filets de la prostitution. Nous devons donc donner aux procureurs les outils nécessaires pour réprimer les réseaux de la traite des personnes. Au plan international, nous devons dénoncer cet état de fait. Il avilit notre humanité commune, où qu'il ait lieu.

En ma qualité de procureur fédéral, j'ai vu de mes propres yeux les effets de la traite des personnes. J'ai vu la violence et la cupidité des trafiquants, la souffrance et le traumatisme des victimes. Je comprends maintenant que les survivants ne sont pas des statistiques – ce sont des individus qui ont en commun non seulement des souvenirs douloureux, mais aussi la joie de les avoir surmontés. Et j'ai aussi appris ceci : quand les services répressifs œuvrent de concert avec les survivants et les ONG qui leur viennent en aide, les réseaux de trafiquants sont démantelés et les victimes se sentent capables d'agir.

Le mouvement international de lutte contre la traite a fait de gros progrès au cours des dix dernières années. Dans le monde entier, la création de nouveaux partenariats entre la police et les ONG s'est soldée par la poursuite en justice de milliers de cas de traite et, grâce au nouvel accent mis sur les droits des victimes, des milliers d'entre elles bénéficient d'une assistance.

Mais il reste encore beaucoup à faire. Comme il ressort du présent rapport et d'une enquête récente des Nations unies, beaucoup de pays n'ont encore porté aucune affaire devant leurs tribunaux en vertu de leur législation sur la traite, et rares sont les cas de traite impliquant des travailleurs qui sont poursuivis en justice. Les ONG qui fournissent des aides essentielles – y compris des centres d'hébergement et des programmes de réintégration durables – se ressentent des effets de la crise financière, laquelle grève le budget des pays donateurs et des philanthropes.

Mais les progrès ne procèdent pas seulement des programmes et des poursuites judiciaires. Au plan culturel, nous devons prendre conscience de l'humanité de chaque individu et reconnaître la manière dont les trafiquants exploitent les vulnérabilités de leurs victimes pour les asservir, que ce soit dans des champs, des usines, des foyers ou des maisons closes.

De même, nous devons voir plus loin que les déplacements et les migrations qui caractérisent tant de situations liées à la traite des personnes et nous concentrer sur la contrainte des services que le Protocole de Palerme et d'autres instruments internationaux placent au cœur de ce phénomène.

À travers le monde, un nombre incalculable d'individus travaillent dans un état de servitude et souffrent en silence, se sentant pris au piège et seuls. Quand ils pensent à la police, trop d'entre eux sont envahis par la peur, et non la promesse d'être sauvés par elle.

S'ils pensent à prendre la fuite, la peur de l'inconnu les empêche de franchir le pas parce qu'ils sont nombreux à ne pas savoir que des ONG seraient prêtes à leur venir en aide. Ce rapport raconte leur histoire. C'est l'histoire de gouvernements, d'organisations et d'individus qui offrent une planche de salut aux survivants. C'est en leur nom, et dans l'esprit d'une humanité commune, que nous recherchons un partenariat mondial pour l'abolition de l'esclavage moderne.

Cordialement vôtre,

Luis CdeBaca, Ambassadeur

# Table des matières

---

INTRODUCTION .....	6
RAPPORT 2009 SUR LA TRAITE DES PERSONNES .....	6
But.....	6
Définition de la traite des personnes .....	2
Ampleur et nature de l’esclavage moderne.....	2
Précisions au sujet du rapport 2009 sur la traite des personnes .....	3
Méthodologie .....	4
LES PRINCIPAUX TYPES DE TRAITE DES PERSONNES .....	7
Le travail forcé.....	7
Le travail servile, ou servitude pour dettes .....	7
La servitude pour dettes parmi les travailleurs migrants .....	8
La servitude domestique involontaire .....	8
Le travail forcé des enfants .....	9
Les enfants soldats .....	9
Traite de personnes à des fins d’exploitation sexuelle.....	10
La traite d’enfants à des fins d’exploitation sexuelle et abus connexes.....	10
LES TROIS « P » : POURSUITES JUDICIAIRES, PROTECTION ET PRÉVENTION.....	11
Punir les trafiquants .....	11
Protéger adéquatement les victimes .....	12
Prévention : S’attaquer à la demande.....	13
LA CRISE FINANCIÈRE ET LA TRAITE DES PERSONNES .....	14

## INTRODUCTION

### RAPPORT 2009 SUR LA TRAITE DES PERSONNES

#### But

Le département d'État est légalement tenu de soumettre tous les ans au Congrès un rapport sur les efforts que déploient les gouvernements étrangers en vue d'éliminer les pires formes de la traite des personnes. Le présent rapport est le neuvième de la série. Il a pour double objectif, d'une part, de sensibiliser l'opinion mondiale à ce phénomène en éclairant d'un jour nouveau divers aspects du problème et en mettant en relief les actions individuelles et collectives de la communauté internationale et, d'autre part, d'encourager les gouvernements étrangers à prendre des mesures efficaces contre la traite des personnes sous toutes ses formes.

La Loi de 2000 sur la protection des victimes de la traite (TVPA), telle que modifiée, sert de guide à la lutte contre la traite des personnes. Ses amendements les plus récents datent de décembre 2008. Cette loi a pour objet de punir les trafiquants, de protéger les victimes et de prévenir la traite. Libérer les victimes du joug de cette forme d'esclavage des temps modernes constitue le but ultime du présent rapport - et celui de la politique du gouvernement des États-Unis en matière de lutte contre la traite.

La traite des personnes comporte de multiples dimensions. C'est un acte criminel qui a pour effet de priver les individus de leurs droits et de leurs libertés, d'augmenter les risques sanitaires à l'échelle mondiale et d'alimenter la croissance des réseaux de la criminalité organisée, sans compter qu'il peut perpétuer la pauvreté à divers niveaux et entraver le développement dans certaines régions.

La traite des personnes a des effets dévastateurs. Ses victimes subissent des violences physiques ou psychiques, des viols, des menaces contre elles ou leur famille ; elles peuvent même en mourir. Mais ses ravages s'étendent au-delà des individus : ils sapent la santé, la sûreté et la sécurité de tous les pays touchés.

Le nombre des pays qui consentent de gros efforts pour éliminer ce crime atroce ne cesse de grandir. La TVPA fournit les normes minimales relatives à l'élimination de la traite des personnes. Les pays qui s'abstiennent de prendre des mesures énergiques pour respecter ces normes se voient classés dans la « troisième catégorie », ce qui peut amener la suspension de l'aide non humanitaire et non liée au commerce extérieur que leur fournissent les États-Unis.

Pour évaluer les efforts déployés par les gouvernements étrangers, le rapport sur la traite des personnes donne la priorité à trois principes (les « trois p ») : poursuites judiciaires, protection et prévention. L'approche axée sur les victimes lui fait mettre également en exergue trois autres principes (les « trois r ») : récupération, réhabilitation et réintégration. Le partage des pratiques

exemplaires dans ces domaines encouragera les gouvernements à dépasser le stade de la récupération initiale des victimes ainsi qu'à rétablir leur dignité et l'espoir d'une vie productive.

### **Définition de la traite des personnes**

La loi TVPA définit les « formes graves de la traite » comme étant :

- a. la traite à des fins d'exploitation sexuelle où un rapport sexuel commercialisé est imposé par force, fraude ou coercition ou dans lequel la personne contrainte à ce rapport n'a pas atteint 18 ans, ou
- b. le recrutement, l'hébergement, le transport, la fourniture ou l'obtention d'une personne à des fins de travail ou de service par le biais de la force, de la fraude ou de la coercition à des fins de servitude involontaire, d'assujettissement, de servitude pour dette ou d'esclavage.

Il n'est pas nécessaire que la victime soit transportée d'un endroit à un autre pour que le délit tombe dans le cadre de l'une de ces définitions.

### **Ampleur et nature de l'esclavage moderne**

Tous les scénarios de la traite des personnes ont pour dénominateur commun le recours à la force, à la fraude ou à la coercition à des fins d'exploitation d'une personne dans un but lucratif. Cette dernière peut être victime d'exploitation sexuelle ou d'exploitation au travail, ou des deux. La traite aux fins d'exploitation au travail - la forme de la traite qui fait le plus grand nombre de victimes - couvre l'esclavage classique, le travail forcé, et la servitude pour dette. L'exploitation sexuelle se fait en général dans le cadre de l'industrie du sexe. Dans d'autres cas, les victimes sont exploitées dans les résidences d'individus qui exigent aussi souvent des rapports sexuels en plus du travail. Le recours à la force et à la coercition peut être direct et violent ou psychologique.

Il existe une large gamme d'estimations quant à l'ampleur de cet esclavage moderne et du nombre de ses victimes. L'Organisation internationale du travail (OIT) - agence des Nations Unies chargée des questions liées aux normes du travail, de l'emploi et de la protection sociale - estime à quelque 12,3 millions le nombre d'adultes et d'enfants qui sont dans une situation de travail forcé, de servitude pour dettes ou d'asservissement sexuel commercial.

Sur ce nombre, l'OIT estime qu'au moins 1 390 000 sont victimes d'asservissement sexuel commercial, que ce commerce ait un caractère transnational ou qu'il s'exerce à l'intérieur de leur propre pays. Toujours selon l'OIT, 56 % de toutes les victimes du travail forcé sont des femmes et des filles. Les marchands d'esclaves s'attaquent aux personnes faibles. Prenant pour cibles les hommes, femmes et enfants vulnérables, ils sont inventifs et sans pitié dans leurs stratagèmes, conçus pour tromper ou contraindre leurs victimes potentielles ou pour s'attirer leur confiance. Très souvent, ils leur promettent une vie meilleure en leur faisant miroiter un emploi, des possibilités d'éducation ou le mariage.

Les nationalités des victimes de la traite sont aussi diverses que les cultures du monde. Certaines personnes quittent leur pays en développement dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie

en trouvant des emplois peu spécialisés dans des pays plus prospères. D'autres sont victimes du travail forcé ou de la servitude pour dettes dans leur propre pays. Les femmes qui chérissent l'espoir d'une vie meilleure se laissent séduire par la promesse d'un emploi à l'étranger comme nourrice, domestique, serveuse ou modèle – autant de situations qui tournent au cauchemar de la prostitution forcée, sans issue de secours. Certaines familles confient leurs enfants à d'autres adultes, souvent des membres de leur famille, qui leur promettent une éducation et des chances de réussir, mais qui les vendent en servitude pour de l'argent. À elle seule, pourtant, la pauvreté n'explique pas ce drame que perpétuent des recruteurs et des patrons crapuleux ainsi que des responsables corrompus qui cherchent à profiter illégalement du désespoir d'autrui.

### **Précisions au sujet du rapport 2009 sur la traite des personnes**

Le rapport sur la traite des personnes est le rapport le plus complet concernant les efforts que consentent les gouvernements partout dans le monde pour lutter contre les pires formes de ce phénomène. Il couvre les pays considérés comme pays d'origine, de transit et de destination des victimes de la traite. Il présente un panorama mondial et à jour de la nature et de la portée de l'esclavage moderne et de la large gamme de mesures prises par les gouvernements pour s'y attaquer et l'éliminer.

Le présent rapport couvre la période allant d'avril 2008 à mars 2009. Au cours de cette période et depuis l'adoption de la TVPA, la lutte contre la traite des personnes a franchi une étape importante en ce sens que plus de la moitié des pays du monde sont maintenant dotés de lois pénales portant interdiction de toutes les formes de la traite des personnes. Au cours de la seule année écoulée, vingt-six pays ont promulgué de nouvelles lois contre la traite, dont certaines dépassent les normes minimales de la TVPA et du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (« Protocole de Palerme », 2000) dans la mesure où elles offrent aux victimes le droit à la restitution à l'issue d'un procès ainsi que d'autres mesures de protection.

Par ailleurs, l'année écoulée a été marquée par le début d'une crise financière mondiale, ce qui laisse présager l'intensification de la traite des personnes à travers le monde. Sous l'effet de cette crise, deux tendances parallèles – la baisse de la demande mondiale de travail et l'accroissement du nombre de travailleurs prêts à courir de plus gros risques dans l'espoir de débouchés économiques – semblent ouvrir la voie à l'augmentation des cas de travail forcé de migrants et de prostitution féminine.

Étant donné que la traite existe probablement dans tous les pays du monde, l'omission d'un pays peut simplement indiquer que l'on ne dispose pas d'informations pertinentes à son sujet. La description de la situation dans les divers pays comprend l'ampleur et la nature du problème de la traite des personnes ainsi que les efforts du gouvernement pour la combattre. Elle contient aussi une évaluation de la mesure dans laquelle les pouvoirs publics respectent les normes minimales pour l'élimination de la traite telles que les énonce la Loi de 2000 sur la protection des victimes de la traite (TVPA), et inclut des suggestions de mesures supplémentaires de lutte contre la traite. Elle se termine par un exposé des efforts menés par l'État pour faire respecter la législation contre la traite, protéger les victimes et prévenir la traite. Elle explique enfin les raisons de l'inscription du pays dans la Catégorie 1, 2, 2 liste de veille ou 3. Si un État a été placé dans la

catégorie 2 liste de veille, elle explique la raison de cette décision, sur la base des critères de la TVPA.

## **Méthodologie**

Le département d'État a préparé ce rapport à partir des informations soit fournies par les ambassades des États-Unis et des représentants de gouvernements étrangers, d'ONG et d'organisations internationales, soit recueillies dans des rapports écrits ou lors de tournées d'information dans chaque région, soit soumises à l'adresse électronique [tipreport@state.gov](mailto:tipreport@state.gov) qui a été établie pour les ONG et les particuliers désireux de rendre compte des progrès réalisés par les gouvernements dans la lutte contre la traite. Nos postes diplomatiques nous tiennent au courant de la situation de la traite et des mesures prises par les gouvernements en se fondant sur des recherches approfondies et des entretiens avec une grande variété de sources : représentants des gouvernements, des ONG nationales et internationales et des organisations internationales, fonctionnaires internationaux, journalistes, universitaires et survivants.

Pour rédiger le rapport de cette année, le département d'État a examiné des informations de source crédible sur chaque pays et fait le bilan des mesures de lutte contre la traite prises par chaque gouvernement. Lors des années précédentes, il fallait documenter « un nombre important » de victimes de la traite (au moins cent, d'après la définition précisée) dans un pays pour que celui-ci figure au classement dans le rapport. La loi William Wilberforce de réautorisation de la TVPRA, adoptée en 2008, a éliminé cette disposition, ce qui explique qu'un plus grand nombre de pays soient inclus dans le présent rapport.

Certains États ont organisé des conférences et créé des groupes de travail ou des plans d'action visant à dégager des objectifs en matière de lutte contre la traite. Quoique utiles, notamment pour renforcer les mesures de répression, de protection et de prévention, ces conférences, plans et groupes ne pèsent pas lourd, à eux seuls, dans l'évaluation des efforts d'un État. Le présent rapport vise plutôt les actions concrètes que les gouvernements ont prises pour lutter contre la traite, surtout les poursuites judiciaires, les condamnations et les peines de prison infligées aux trafiquants, les mesures de protection des victimes et la prévention.

Le rapport ne tient guère compte, non plus, des projets de loi ou des lois qui ne sont pas encore entrés en vigueur, tout essentiels qu'ils soient à la lutte contre la traite. Enfin, il ne s'intéresse que dans une mesure limitée aux efforts des pouvoirs publics qui contribuent indirectement à la diminution de la traite, par exemple ceux qui sont déployés en matière de lutte contre l'abandon scolaire ou de promotion du développement économique, encore que les auteurs du présent rapport aient redoublé d'ardeur pour identifier les vulnérabilités de la traite et les mesures de prévention que les gouvernements ont prises en conséquence.

De même, le rapport tente de cerner les facteurs systémiques qui contribuent à des formes particulières de la traite des personnes. Il peut s'agir de politiques ou de pratiques spécifiques, par exemple l'imposition par les recruteurs de charges excessives aux travailleurs migrants potentiels ou les règles gouvernementales qui autorisent les employeurs à confisquer le passeport des travailleurs étrangers – facteurs dont il a été démontré qu'ils contribuent au travail forcé.

## **Catégories de placement**

Le département d'État inscrit chaque pays inclus dans le rapport 2009 sur une des trois listes (catégories) prescrites par la TVPA. Ce classement se fonde plus sur les efforts menés par le gouvernement pour combattre la traite que sur l'ampleur du problème, aussi important que ce soit ce facteur. Le département d'État détermine d'abord si le gouvernement en question respecte dans leur totalité les normes minimales de la TVPA pour l'élimination de la traite. Les gouvernements qui le font sont inscrits dans la Catégorie 1. Pour les autres, le département examine s'ils ont fait d'importants efforts pour les respecter.

Ceux qui ont fait des efforts importants pour se mettre en conformité avec ces normes sont placés dans la Catégorie 2 ; ceux qui ne respectent pas les normes minimales et ne font pas d'efforts importants pour s'aligner sur elles sont placés dans la Catégorie 3. Enfin, les critères de la Catégorie 2 liste de veille sont pris en compte et, le cas échéant, les pays inscrits dans la Catégorie 2 sont placés dans cette dernière catégorie.

La TVPA définit trois facteurs qui déterminent s'il convient d'inscrire un pays dans la Catégorie 2 (ou Catégorie 2 liste de veille) ou dans la Catégorie 3 : 1) la mesure dans laquelle le pays est un pays d'origine, de transit ou de destination des formes graves de traite des personnes ; 2) la mesure dans laquelle les autorités dudit pays ne respectent pas les normes minimales de la TVPA et notamment le degré de complicité des responsables du gouvernement ou des agents publics dans les formes graves de traite ; et 3) les ressources et la capacité des pouvoirs publics de s'attaquer aux pires formes de la traite des personnes et de les éliminer.

### **La liste de veille – Catégorie 2 surveillance spéciale**

La TVPA exige le placement de certains pays sur une liste de surveillance spéciale. Il s'agit des pays :

- a. où le nombre absolu des victimes des pires formes de la traite est très élevé ou en augmentation sensible ;
- b. où le gouvernement n'est pas en mesure de montrer qu'il a renforcé ses mesures de lutte contre les pires formes de la traite par rapport à l'année précédente, notamment en augmentant le nombre des enquêtes, des poursuites judiciaires et des condamnations pour crime de traite des personnes, en accroissant l'aide aux victimes et en réduisant la complicité des agents publics dans les pires formes de la traite des personnes ; ou
- c. pour lesquels lesquels il a été décidé, sur la base d'engagements de prendre des mesures complémentaires au cours de l'année, que le gouvernement fait des efforts sensibles pour respecter les normes minimales.

Les pays qui remplissent au moins un de ces trois critères sont inscrits sur ce que le département d'État appelle la liste « Catégorie 2, liste de veille ». Dans le rapport de juin 2008, 40 pays y étaient inscrits. En novembre 2008, deux autres pays ont été reclassés dans cette catégorie. Le département d'État a inclus ces 42 pays dans l'« évaluation intérimaire » qu'il a rendue publique le 27 janvier 2009.

Des 42 pays inscrits dans la liste de veille de la Catégorie 2 lors de l' « évaluation intérimaire », 11 ont été reclassés en Catégorie 2 dans le présent rapport alors que 4 sont tombés dans la Catégorie 3 et que les 27 autres sont restés dans la même catégorie. Les pays placés dans la liste de veille cette année feront l'objet d'une évaluation intérimaire qui sera soumise au Congrès d'ici au 1er février 2010.

Les amendements à la TVPRA adoptés en 2008 stipulent que tout pays classé dans la liste de veille de la Catégorie 2 pendant deux années consécutives (à compter du rapport 2009) sera inscrit sur la liste de la Catégorie 3, sauf dérogation accordée par le Président s'il détermine, entre autres, que le gouvernement dudit pays s'est doté d'un plan écrit pour satisfaire aux normes minimales de la TVPA.

### **Sanctions éventuelles concernant les pays de la Catégorie 3**

Conformément à la TVPA, les gouvernements des pays inscrits en Catégorie 3 peuvent faire l'objet de certaines sanctions. Le gouvernement américain peut leur refuser des aides non humanitaires et non commerciales. Les pays non bénéficiaires de ce type d'aide ne sont pas admissibles à en recevoir et, de surcroît, ils peuvent se voir refuser des financements de participation à des programmes éducatifs ou d'échanges culturels. En application de la TVPA, ces gouvernements risquent aussi de se heurter à l'opposition des États-Unis lorsqu'ils sollicitent l'aide d'institutions financières internationales telles que le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale (l'aide humanitaire et commerciale et certains types d'aide au développement étant exclus de cette opposition).

Ces conséquences possibles entreront en vigueur à compter du 1er octobre 2008 ; toutefois, la totalité ou une partie des sanctions imposées au titre de la TVPA peut être suspendue si le président des États-Unis juge que l'assistance permettrait de promouvoir les objectifs de la loi ou qu'elle s'inscrit dans l'intérêt national des États-Unis. La loi prévoit également que les sanctions peuvent être suspendues en cas de besoin pour éviter de lourdes répercussions négatives sur des populations vulnérables, y compris des femmes et des enfants. Les sanctions ne sont pas non plus appliquées si le président détermine, après la publication de ce rapport mais avant leur entrée en vigueur, que le pays concerné a appliqué les normes minimales ou consenti des efforts importants dans ce domaine.

Aucun classement n'est permanent. Tous les pays peuvent faire mieux, y compris les États-Unis, où le problème de la traite de personnes est de taille. Tous les pays doivent poursuivre et accroître leurs efforts de lutte contre ce phénomène.

### **Utilisation du rapport**

Ce rapport est un outil diplomatique que le gouvernement américain utilise pour encourager la poursuite du dialogue et qui l'aide à concentrer les ressources sur la politique et les programmes de poursuite des trafiquants, de protection des victimes et de prévention de la traite. Dans le compte rendu de la situation qui prévaut dans chaque pays classé, les auteurs du rapport font des recommandations spécifiques de nature à faciliter la réalisation de progrès. Le département d'État continuera à s'entretenir avec les gouvernements étrangers sur le contenu du rapport afin de renforcer les efforts communs axés sur l'éradication de la traite des personnes.

Au cours de l'année qui vient, le présent rapport servira à façonner toute une gamme de programmes qui seront administrés par l'Office de surveillance et de lutte contre la traite de personnes et par d'autres organismes du gouvernement des États-Unis, dont le Bureau démocratie, droits de l'homme et travail du département d'État ainsi que les ministères du Travail, de la Justice et de la Santé et des services sociaux. Le département d'État espère que le rapport servira de catalyseur des efforts gouvernementaux et non gouvernementaux de lutte contre la traite des personnes partout dans le monde.

## **LES PRINCIPAUX TYPES DE TRAITE DES PERSONNES**

### **Le travail forcé**

La majorité des cas de traite de personnes dans le monde revêtent la forme de travail forcé, selon les estimations de l'OIT. Également appelé « servitude involontaire », le travail forcé se produit, par exemple, lorsque des employeurs sans scrupules profitent des lacunes de l'application de la législation pour exploiter des travailleurs vulnérables. Ces derniers sont rendus encore plus vulnérables aux pratiques du travail forcé par le chômage, la pauvreté, la criminalité, la discrimination, la corruption, les conflits politiques et l'acceptation culturelle de ces pratiques. Les immigrants sont particulièrement vulnérables, mais on trouve aussi des personnes assujetties au travail forcé dans leur propre pays. Les femmes assujetties au travail forcé ou à la servitude pour dette, et surtout les femmes et les filles ayant des emplois domestiques, sont souvent aussi victimes d'abus sexuels.

Le travail forcé est une forme de traite qui est souvent plus difficile à cerner et à chiffrer que la traite à des fins de sexe. Elle n'implique pas nécessairement les mêmes réseaux criminels qui profitent de la traite transnationale à des fins sexuelles : le plus souvent, les individus sont coupables de traiter en esclave un serviteur ou bien des ouvriers non payés dans une usine.

### **Le travail servile, ou servitude pour dettes**

Une forme de force ou de coercition est le recours à une caution ou une dette pour tenir une personne en état d'assujettissement. En droit et en politique, cette pratique est connue sous le nom de « travail servile » ou de « servitude pour dettes ». Elle est criminalisée dans le droit américain et incluse comme une forme d'exploitation liée à la traite des personnes dans le Protocole de Palerme. Partout dans le monde, de nombreux travailleurs deviennent victimes de la servitude pour dette lorsqu'un trafiquant ou un recruteur exploite illégalement une dette initiale assumée par le travailleur aux termes de son contrat.

De même, il arrive que des travailleurs « héritent » d'une dette dans les systèmes plus traditionnels de travail servile. En Asie du Sud, par exemple, un nombre énorme de personnes sont ainsi asservies d'une génération à l'autre. Un rapport établi en janvier 2009 par l'ONG Anti-Slavery International, implantée à Londres, a conclu que cette forme de travail forcé, traditionnellement plus courante dans les villages, gagnait du terrain dans les zones urbaines de cette région, loin de reculer dans l'ensemble, en raison du développement et de la modernisation.

### **La servitude pour dettes parmi les travailleurs migrants**

La vulnérabilité des travailleurs migrants aux machinations des trafiquants est d'autant plus préoccupante que cette population est très importante dans certaines régions. Trois facteurs y contribuent : 1) les abus dans les contrats ; 2) l'inadéquation de la législation locale régissant le recrutement et l'emploi des travailleurs migrants ; et 3) l'imposition intentionnelle de charges et de dettes souvent abusives et illégales dans le pays ou l'Etat d'origine de ces travailleurs, souvent avec le soutien des agences d'emploi et des employeurs du pays de destination.

Certaines violations de contrats et certaines conditions dangereuses d'emploi ne constituent pas en elles-mêmes un travail servile, encore que le recours à la violence ou à la menace en vue de contraindre un travailleur à accepter ou à continuer un travail ou un service peut dégénérer en une situation de travail forcé. Les coûts imposés à des travailleurs manuels pour avoir le « privilège » de travailler à l'étranger peuvent placer ces travailleurs dans une situation qui peut les exposer à une condition de servitude pour dettes. Si l'imposition de ces coûts ne constitue pas en soi un acte de servitude pour dettes, elle risque cependant de déboucher sur la servitude involontaire lorsque les montants sont excessifs et que des employeurs sans scrupules exploitent les travailleurs dans le pays de destination.

### **La servitude domestique involontaire**

Une forme particulière de travail forcé concerne la situation des travailleurs domestiques involontaires, dont le lieu de travail est un endroit privé, afférent à leur lieu d'hébergement et rarement partagé avec d'autres travailleurs. Un tel environnement est propice à l'exploitation parce que les autorités ne peuvent pas inspecter les résidences privées aussi facilement que les lieux de travail officiels. Dans certains pays, quantité d'enfants, provenant souvent des régions rurales moins développées du pays, travaillent comme domestiques dans des ménages en milieu urbain. Un certain nombre d'entre eux pourraient bien être vulnérables à la servitude involontaire.

Des travailleurs migrants étrangers, en général des femmes, sont recrutés dans des pays moins avancés d'Asie du Sud, du Sud-Est, d'Afrique et d'Amérique latine pour travailler comme domestiques et comme aides familiales dans des pays plus développés, notamment dans les Etats du golfe Persique, dans les pays du Levant, en Malaisie, à Singapour, à Taïwan, en Europe et aux États-Unis . Mais dans beaucoup d'endroits, les domestiques ne bénéficient pas des protections juridiques qui sont accordées aux travailleurs étrangers employés dans d'autres secteurs.

En l'absence de protections, les travailleurs domestiques étrangers ont sans doute moins de possibilités de se faire aider quand ils ont affaire à un employeur qui a recours à la force ou qui menace de le faire. S'ils sont confinés au foyer, soit par des contraintes physiques ou du fait de la confiscation de leurs papiers d'identité et de leurs documents de voyage, il leur est très difficile de se mettre en contact avec des ONG ou les autorités, faute d'être au courant de cette option ou de crainte de représailles de la part de leurs employeurs.

Ce haut degré de vulnérabilité nécessite une action vigoureuse de la part des services répressifs et en faveur de la protection des victimes quand on repère des domestiques qui travaillent dans

des conditions de servitude involontaire. Ceux qui prennent la décision d'échapper à des employeurs abusifs sont parfois qualifiés de « fugitifs » et assimilés à des criminels, alors qu'il faudrait voir en eux des victimes possibles de la traite.

### **Le travail forcé des enfants**

La plupart des organisations internationales et des législations nationales indiquent que les enfants peuvent légalement se livrer à de petits travaux. Par contre, on observe un consensus croissant sur la nécessité d'éliminer les formes les plus intolérables du travail des enfants. La vente et la traite des enfants et leur subjugation dans le travail servile et forcé comptent clairement parmi les pires formes du travail des enfants. Tout enfant victime de la servitude involontaire, du travail servile, de l'asservissement ou de l'esclavage par force, fraude ou coercition est victime de la traite des personnes, quel que soit le lieu de cette exploitation. On peut soupçonner un cas de travail forcé quand un enfant, apparemment sous la garde d'une personne sans lien de parenté avec lui, exécute des tâches qui rapportent financièrement à quelqu'un en dehors du cercle familial de l'enfant et que celui-ci n'a pas l'option de partir.

### **Les enfants soldats**

La guerre des enfants est une forme exceptionnelle et particulièrement grave de la traite des personnes qui implique le recrutement illégal d'enfants, par force, fraude ou coercition, dans le but de les exploiter au travail ou de les utiliser comme esclaves sexuels dans des zones de conflits. Ces pratiques illégales peuvent être le fait de forces gouvernementales, d'organisations paramilitaires et de groupes rebelles. Si la majorité des enfants soldats ont entre 15 et 18 ans, certains d'entre eux ayant été recrutés de manière illicite et contraints de participer à des hostilités, d'autres n'ont que 7 ou 8 ans, en violation du droit international qui interdit cette pratique.

Bien qu'il soit impossible de calculer avec précision le nombre d'enfants embrigadés dans les forces et groupes armés, la Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats estime à plusieurs dizaines de milliers le nombre d'enfants exploités dans des zones de conflit. Les enfants soldats existent dans toutes les régions du monde. Selon l'ONU, 57 groupes et forces armés avaient recours à des enfants en 2007, contre 40 en 2006.

De nombreux enfants sont enlevés pour être utilisés comme combattants. D'autres sont obligés de servir dans la plus complète illégalité comme porteurs, cuisiniers, gardes, serviteurs, messagers, voire espions. De nombreuses filles, très jeunes, sont contraintes de se marier ou d'avoir des relations sexuelles avec les combattants. Les enfants soldats, garçons et filles, sont souvent victimes de sévices sexuels et courent de très grands risques de contracter des maladies sexuellement transmissibles.

Certains enfants ont été obligés de commettre des atrocités contre leur famille ou leur communauté. Les enfants soldats sont souvent tués ou blessés et les survivants souffrent souvent de traumatismes multiples et de cicatrices psychiques. Leur développement personnel est souvent irrémédiablement compromis. En outre, ceux qui reviennent sont souvent rejetés par leur village.

Le recrutement d'enfants soldats est un phénomène mondial. Le problème le plus critique se pose en Afrique et en Asie, mais des groupes armés utilisent aussi illégalement des enfants ailleurs dans les conflits armés. Tous les pays doivent œuvrer de concert et avec les organisations internationales et les ONG pour prendre des mesures urgentes visant à désarmer, démobiliser et réintégrer les enfants soldats.

### **Traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle**

La traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle est une sous-catégorie importante de l'esclavage transnational moderne. Est victime de cette traite toute personne qui tombe dans la prostitution parce qu'elle a fait l'objet de mesures de coercition, de force ou de fraude. Toutes les parties impliquées dans le recrutement, le transport, l'hébergement, la réception ou l'obtention d'une personne à de telles fins commettent un délit de traite. En outre, la traite à des fins d'exploitation sexuelle peut s'accompagner de la servitude pour dettes dans la mesure où femmes et filles sont contraintes de continuer à se prostituer pour s'acquitter de la « dette » illicite qu'elles auraient contractée dans le cadre de leur transport ou de leur recrutement – ou lorsqu'elles auraient été crassement « vendues » – et dont le remboursement est exigé par ceux qui les exploitent avant qu'elles ne puissent être rendues à la liberté.

### **La traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle et abus connexes**

Souvent, l'analyse des cas de traite d'enfants nous amène à considérer d'autres catégories d'exploitation. Le guide ci-après se propose de clarifier les catégories abordées dans le présent rapport :

**La traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle :** Selon l'UNICEF, plus de deux millions d'enfants sont victimes de prostitution, dans le cadre de l'industrie mondiale du sexe. Les accords et protocoles internationaux imposent à leurs signataires l'obligation de criminaliser l'exploitation sexuelle commerciale des enfants. L'utilisation des enfants dans l'industrie du sexe est interdite par la législation américaine et le Protocole de Palerme. Il n'existe aucune exception ni aucune justification culturelle ou socio-économique qui empêche de retirer les enfants des griffes de la servitude sexuelle. La traite à des fins d'exploitation sexuelle a des conséquences dévastatrices sur les mineurs : traumatismes physiques et psychologiques de longue durée, maladies (dont le VIH et le sida), toxicomanies, grossesses non désirées, malnutrition, ostracisme social, voire la mort.

**L'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales** est l'exploitation sexuelle d'enfants à des fins lucratives pour une personne ou plus. Elle inclut toutes les formes de prostitution des enfants ainsi que la pornographie juvénile. Il ne s'agit pas de traite en soi parce que certaines formes d'exploitation, telle la pornographie juvénile, ne sont pas nécessairement associées à la traite de personnes. Ceci dit, la plupart des formes d'exploitation sexuelle d'enfants à des fins commerciales relèvent de la traite de personnes, et plus précisément de la traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle.

**Le tourisme sexuel impliquant des enfants** est une forme de « demande » de victimes de la traite d'enfants à des fins commerciales. Il désigne les déplacements d'individus qui quittent leur pays – où l'exploitation sexuelle des enfants est souvent illégale ou jugée odieuse au vu des

normes culturelles – pour se rendre à l'étranger afin d'y avoir des relations sexuelles commerciales avec des enfants. C'est une atteinte honteuse à la dignité de l'enfant et une forme violente de mauvais traitement à son égard. Cette pratique implique souvent le recours à la traite dans la mesure où ce délit aura été probablement commis pour fournir des enfants à l'industrie du tourisme sexuel.

**La question du tourisme sexuel impliquant des enfants dans le présent rapport :** Les efforts que consent un gouvernement pour empêcher ses ressortissants de se rendre à l'étranger dans l'intention de se livrer au tourisme sexuel impliquant des enfants – y compris les poursuites judiciaires engagées contre ces présumés touristes sexuels pour des actes commis à l'étranger – figurent dans le compte rendu du pays concerné, sous la rubrique consacrée à la prévention. De même, les actions prises par le gouvernement d'un pays de « destination » à l'encontre de ressortissants étrangers qui se seraient livrés sur son territoire au tourisme sexuel impliquant des enfants sont citées dans la section prévention correspondant à la description de la situation du pays en question : on y parle des efforts visant à « réduire la demande d'actes sexuels à des fins commerciales » en général. Quant aux mesures prises par le gouvernement de ce même pays de destination pour punir les auteurs de la traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle commerciale – qu'il s'agisse de touristes étrangers ou de nationaux –, elles figurent à la section consacrée aux poursuites judiciaires, dans la description de la situation du pays en question.

## **LES TROIS « P » : POURSUITES JUDICIAIRES, PROTECTION ET PRÉVENTION**

Le rapport 2009 sur la traite de personnes analyse les efforts qui sont déployés par les gouvernements étrangers en matière de lutte contre la traite, de protection des victimes et de prévention. Cette analyse se fonde sur les normes de la TVPA.

### **Punir les trafiquants**

Les normes minimales énoncées dans ce texte demandent à tous les gouvernements de pays étrangers d'interdire toutes les formes de traite des personnes, de prévoir des sanctions qui soient suffisamment sévères pour avoir un effet dissuasif et qui reflètent la nature gravissime des crimes, et d'imposer des peines rigoureuses aux personnes reconnues coupables de ces crimes.

**Sanctions imposées par la loi :** Dans l'évaluation des efforts déployés par les gouvernements étrangers pour lutter contre la traite des personnes dont il est rendu compte dans le présent rapport, le département d'État considère que conformément à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée de 2000 (complétée par le Protocole de Palerme), les sanctions pénales prévues devraient être au minimum de quatre ans de privation de liberté, voire plus sévères encore.

**Peines prononcées :** Le département d'État considère que les peines prononcées doivent comprendre une incarcération de longue durée, la majorité des affaires étant sanctionnées par des peines privatives de liberté d'un an ou plus, mais qu'il faut également tenir compte de la gravité de l'implication des coupables dans la traite, des peines imposées contre d'autres crimes graves commis simultanément et du droit du pouvoir judiciaire de prononcer des peines conformément à la législation en vigueur dans le pays. Le principe de la demande de peines adéquates

d'emprisonnement et de dissuasion des peines avec sursis contre les trafiquants a été explicitement rajouté aux normes minimales de la TVPA en 2008. Les condamnations obtenues en vertu d'autres lois et dispositions pénales peuvent être comptées au nombre des mesures de lutte contre la traite des personnes si les autorités confirment que les infractions commises comportaient également une traite des personnes.

### **Protéger adéquatement les victimes**

Le critère minimum de la TVPA concernant la protection des victimes vise notamment à déterminer :

« si le gouvernement du pays protège les victimes des pires formes de la traite des personnes et les encourage à fournir leur assistance dans les enquêtes et la poursuite judiciaire de cette traite, notamment en offrant des options juridiques autres que leur déportation dans un pays où elles seraient assujetties à des représailles ou à des conditions de vie pénibles, et garantit qu'elles ne sont pas emprisonnées à tort, soumises à des amendes injustes ou pénalisées uniquement pour des actes illicites découlant directement de ce qu'elles sont victimes de la traite des personnes, et ce notamment en dispensant une formation aux agents des services répressifs et de l'immigration en matière d'identification et de traitement des victimes de la traite à l'aide de méthodes axées sur les besoins de ces dernières. »

Ces éléments sont examinés spécifiquement dans les comptes rendus relatifs aux pays qui figurent dans le présent rapport. En outre, le département d'État a décidé d'appliquer ce critère compte tenu des lignes directrices suivantes :

Dans l'évaluation visant à déterminer si un pays se conforme pleinement à cette norme minimale de protection des victimes, le département d'État considère les points suivants comme constituant des facteurs essentiels :

1) Identification active des victimes : On ne saurait attendre des victimes qu'elles viennent s'identifier de leur propre initiative. Elles craignent généralement de se faire remarquer et d'être considérées par les autorités comme des criminels, des migrants en situation irrégulière ou des personnes négligeables. Les procédures officielles de détection devraient dépasser le simple cadre de la vérification de papiers d'identité. Il faut mettre en place une procédure systématique pour guider les membres des forces de l'ordre et les autres intervenants de première ligne en matière d'identification des victimes.

2) Hébergement et assistance temporaire : Le gouvernement doit veiller à ce que les victimes aient accès aux soins de santé primaires, à une assistance psychosociale et à une forme d'hébergement. Ainsi épaulées, elles devraient pouvoir relater les circonstances de leur victimisation à des travailleurs sociaux et à des agents des forces de l'ordre ayant reçu une formation spécialisée sans que ceux-ci aient à exercer beaucoup de pressions. Logement et assistance peuvent être fournis en coopération avec des ONG. La responsabilité du gouvernement du pays de destination s'étend à la mise en rapport des victimes avec les ONG et au financement des services rendus par celles-ci. Dans toute la mesure du possible, il faut éviter

d'héberger les victimes de la traite des personnes dans des centres de détention des services d'immigration ou d'autres administrations.

*Le département d'État attache également de l'importance à deux autres facteurs relatifs à la protection des victimes :*

a. Protection et droits des victimes/témoins et respect de la confidentialité : Le gouvernement doit veiller à ce qu'il soit apporté aux victimes une aide juridique et autre et à ce que, conformément à la législation nationale, les procédures ne portent atteinte ni aux droits ni à la dignité ni au bien-être psychologique des victimes. Les droits afférents à la confidentialité et à la vie privée doivent être respectés et protégés dans la mesure du possible en vertu de la législation nationale. Les informations doivent être fournies aux victimes dans une langue qu'elles comprennent.

b. Rapatriement : Les pays d'origine et de destination se partagent la responsabilité de veiller au rapatriement sécuritaire, humain et, dans la mesure du possible, volontaire des victimes et à leur réinsertion sociale. Au minimum, les pays de destination doivent se mettre en rapport avec un organisme officiel, une ONG ou une organisation internationale compétents dans le pays d'origine pour s'assurer que les victimes de la traite revenant au pays reçoivent l'aide et le soutien nécessaires à leur bien-être. Les victimes ne doivent pas être soumises à des déportations ni à des rapatriement forcés qui seraient effectués en l'absence de précautions ou d'autres mesures visant à réduire les risques de difficultés économiques, de représailles ou de revictimisation.

### **Prévention : S'attaquer à la demande**

La traite des personnes est un crime déshumanisant qui ravale les gens au rang de simples marchandises. Du côté de l'offre, les réseaux criminels, la corruption, le manque d'éducation, la pauvreté et la mésinformation sur les possibilités d'emploi et la nature dégradante du travail promis rendent les gens vulnérables aux leurre des trafiquants, qu'il s'agisse de la traite à des fins d'exploitation sexuelle ou au travail forcé. D'importants efforts sont déployés pour réduire l'influence de ces facteurs qui poussent les gens vers le piège de la traite des personnes, mais ils tiennent compte aussi des facteurs qui les attirent. Le mouvement visant à éliminer la traite des personnes fait de plus en plus porter son attention sur la demande vorace qui alimente ce sinistre trafic.

La demande de main-d'œuvre à exploiter est créée par les employeurs peu scrupuleux qui cherchent à accroître leurs bénéfices aux dépens de travailleurs vulnérables par l'usage de la force, de la fraude ou de la coercition. L'un des moyens clés pour réduire cette demande consiste à sensibiliser le public à l'existence de cette exploitation dans la production de biens divers. Nombreux sont les consommateurs et les entreprises qui seraient troublés de savoir que les biens qu'ils achètent – vêtements, bijoux et même denrées alimentaires – sont produits par des personnes, parfois des enfants, qui travaillent dans des conditions analogues à l'esclavage.

Sur le marché mondial des marchandises, ce n'est pas chose facile, tant pour les entreprises que les consommateurs, de s'assurer que les chaînes d'approvisionnement sont exemptes d'apports de travail forcé. L'interdiction de l'accès des produits résultant du travail forcé aux marchés étrangers aura pour effet, à terme, de réduire les incitations à l'exploitation de la main-d'œuvre et

d'encourager les comportements éthiques de la part des entreprises. Les efforts en ce sens sont d'autant plus efficaces qu'ils s'accompagnent de la multiplication des informations, provenant de diverses sources et notamment des gouvernements étrangers, sur les produits d'exportation et les chaînes de production.

Pour être porteuse de résultats, la lutte contre la traite des personnes doit s'attaquer non seulement à l'offre, mais aussi à la demande de travail forcé et de services sexuels commerciaux qui la perpétue. La création de partenariats entre des gouvernements et des entreprises privées qui achètent des produits fabriqués par une main-d'œuvre peu spécialisée est une stratégie louable propre à faire reculer la demande potentielle de travail forcé. Les mesures prises par les gouvernements pour arrêter, poursuivre en justice et punir les adultes qui cherchent à exploiter des enfants dans le commerce du sexe constituent un moyen de s'attaquer à la demande d'actes sexuels à des fins commerciales.

## **LA CRISE FINANCIÈRE ET LA TRAITE DES PERSONNES**

### **La montée du chômage accroît les vulnérabilités en matière de traite**

Maintes organisations internationales ont tiré la sonnette d'alarme quant aux conséquences de la crise financière mondiale sur la traite. Dans son rapport sur les tendances mondiales de l'emploi rendu public en janvier 2009, l'OIT note que la crise économique est à l'origine de l'augmentation spectaculaire du nombre des chômeurs, des travailleurs pauvres et des personnes ayant des emplois précaires. Si la crise se poursuit, plus de deux cents millions de travailleurs, principalement dans les pays en développement, pourraient sombrer dans la misère, selon ce rapport.

Rien qu'en Asie, l'OIT prévoit dans le pire des cas 113 millions de chômeurs d'ici à 2009. Le montant des fonds envoyés à l'étranger va diminuer. Les envois de fonds par les travailleurs migrants de la région ont d'ailleurs commencé à ralentir fin 2008, et la Banque mondiale prévoit que cette tendance va se poursuivre tout au long de l'année 2009. Dans un rapport publié en mars 2009, la Banque mondiale révisé à la baisse ses prévisions en la matière, tablant sur une diminution de 5 à 8 % en 2009, alors que les envois d'argent avaient enregistré une hausse de 8,8 % en 2008 (année où ils se sont élevés à 305 milliards de dollars).

Les implications de la crise financière pour le travail forcé s'avèrent particulièrement dramatiques pour l'Asie, où la précarité de l'emploi atteint déjà un niveau élevé. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 70 % des chômeurs en Asie du Sud et du Sud-Est sont concentrés dans le secteur non structuré. En outre, le travail forcé est déjà répandu dans cette région ; d'après l'OIT, c'est là qu'on trouve 77 % des victimes du travail forcé dans le monde.

Les auteurs du rapport de l'OIT sur le travail forcé, publié en mai 2009, notent que le « coût de la coercition » (titre du rapport) se chiffre à plus de 20 milliards de dollars pour les travailleurs migrants du monde entier – et ce coût pourrait s'alourdir avec la poursuite de la crise, tandis que les trafiquants et les employeurs sans scrupules trouvent leurs victimes parmi un groupe croissant de travailleurs plus vulnérables qu'avant et sans protection. Au nombre des causes de cette

situation figure la récession aux États-Unis, pays d'où provient une part importante des envois de fonds des travailleurs migrants à destination de l'Asie de l'Est, de la région du Pacifique et de l'Asie du Sud.

D'autres régions sont également touchées. Selon un rapport de l'institut Gallup, les envois de fonds représentaient plus de 27 % du produit intérieur brut de la République kirghize en 2006. Mais la baisse brutale de ces montants consécutive au ralentissement de l'économie, conjuguée à la hausse du prix des denrées alimentaires et aux perturbations du secteur agricole, a amené le Programme alimentaire mondial, en novembre, à fournir à ce pays une aide alimentaire d'urgence pour la première fois dans un passé récent.

### **Traite des personnes : Augmentation de l'offre**

Cet accroissement de la pauvreté fait qu'un nombre croissant de personnes sont vulnérables à la traite aux fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé, ce qui stimule l'offre dans le monde entier. Par exemple, la crise économique actuelle s'est soldée par l'amenuisement des recettes en Mongolie en raison de l'effondrement des cours du cuivre et du taux élevé d'inflation, et elle est responsable de la baisse considérable du revenu réel, d'où le ralentissement des investissements et, en toute probabilité, la perte d'emplois.

La pression qui s'exerce alors sur la population est telle que les jeunes femmes seront probablement plus nombreuses à chercher du travail loin de chez elles ou à l'étranger, ce qui augmente proportionnellement le risque de traite.

En Europe de l'Est, des organisations internationales et les autorités locales ont déjà fait état de la hausse du nombre de victimes d'exploitation par des employeurs. Le ralentissement de l'économie mondiale exacerbe cette tendance. En Biélorussie, plus de 800 000 ressortissants seraient « absents » ; on suppose qu'ils travaillent en Russie —volontairement ou non. Les travailleurs qui ne gagnent pas beaucoup d'argent ou qui perdent leur emploi se laissent séduire par des propositions de travail illicite à l'étranger. En Moldavie, le pays le plus pauvre d'Europe, le quart des habitants ont migré. En Ukraine, les autorités ont fait état de 53 cas criminels d'exploitation de travailleurs en 2008, contre 23 en 2007 et 3 seulement en 2006 —tandis que le rapport de l'OIT de mai 2009 sur les tendances mondiales du travail forcé note que le nombre de victimes du travail forcé en Ukraine dépasse maintenant celui des victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

Tirant la sonnette d'alarme sur les dangers de la crise économique actuelle, le responsable du programme de l'OIT contre le travail forcé a fait observer en mai 2009 que « les travailleurs vulnérables – en particulier les migrants, y compris les jeunes femmes et même les enfants – sont plus exposés au travail forcé parce qu'en cas de situation difficile ils prendront plus de risques qu'avant ».

Si la plus grande partie du monde du travail se ressent déjà des effets négatifs de la crise, il convient cependant de noter quelques exceptions notables concernant des fournisseurs de main-d'œuvre transnationale qui en retirent temporairement des avantages. Le Bangladesh et le Népal, l'un et l'autre chiches sur le plan des salaires et de la protection des travailleurs, semblent avoir profité quelque peu – tout au moins au départ – de l'ajustement des flux mondiaux de main-

d'œuvre qui découle de cette crise. Au cours des deux premiers mois de 2009, le Népal et le Bangladesh ont fait état d'une forte augmentation du nombre de travailleurs qui partent à l'étranger ainsi que du montant des fonds qu'ils renvoient dans leur pays, ce qui renfloue l'économie ; les sommes ainsi reçues dans ces deux pays représentent plus de 15 % de leur produit intérieur brut. Le rapport de la Banque mondiale de mars 2009 tient compte de la hausse des envois d'argent en Asie du Sud en 2008, mais il prévoit un net ralentissement en 2009.

### **Traite des personnes : Augmentation de la demande**

Par ailleurs, la crise économique mondiale relance la demande dans le cadre de la traite des personnes. En février 2009, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime a publié son deuxième rapport consacré aux tendances mondiales de la traite des personnes. Les responsables de cet organisme attribuent la progression mondiale de cette forme d'esclavage moderne à la demande croissante de produits et de services bon marché. Sous l'effet de la crise, ils s'attendent à voir davantage d'entreprises opérer dans la clandestinité pour se soustraire à leurs obligations fiscales et à la syndicalisation des travailleurs. Et ils comptent que les sociétés multinationales en prise à des difficultés financières auront davantage recours accru au travail forcé, au travail mal payé et au travail des enfants.

La montée des protestations parmi les travailleurs migrants est un signe que l'exploitation des travailleurs atteint déjà de nouveaux sommets. Les employeurs mis à mal par le resserrement du crédit cessent de payer leurs salariés ou les forcent à accepter des conditions moins favorables. Dans certaines régions d'Europe, des travailleurs chinois ont été victimes d'exploitation et ils pourraient être vulnérables au travail forcé à mesure que la crise se prolonge. Cette situation est à l'origine d'un avertissement officiel sans précédent de la part du gouvernement chinois, qui a déconseillé à ses ressortissants en avril 2009 d'aller travailler en Europe en raison du risque accru de non-paiement ou de paiement tardif ainsi que du potentiel d'exploitation sévère, compte tenu du ralentissement de l'activité économique. Pour sa part, la presse des Émirats arabes unis a signalé une augmentation de 111 % des plaintes déposées par des travailleurs étrangers fin 2008 pour non versement de salaire, par rapport à la même période en 2007.

Dans ces pays et dans d'autres, les travailleurs étrangers redoutent les licenciements massifs qui, s'ils avaient lieu, pourraient entraîner la hausse du nombre d'étrangers en situation irrégulière dans les pays d'accueil. Or la perte de leur statut légal rend les travailleurs migrants plus vulnérables à l'exploitation, y compris au travail forcé.

Qualifiant ce genre d'exploitation d'« antithèse du développement », le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a tenu ces propos lors d'une réunion tenue aux Philippines : « Ce n'est qu'en sauvegardant les droits des migrants et en veillant à ce que ces derniers soient traités avec la dignité et le respect dus à tout être humain que nous pouvons créer les conditions dans lesquelles la migration peut contribuer au développement. En ces temps financièrement difficiles, nous devons tous nous montrer particulièrement vigilants. »

Par ailleurs, cette crise affecte les marchés intérieurs du travail. En Chine, environ 20 millions de travailleurs migrants, sur les 130 millions que compte le pays, avaient déjà pris le chemin du retour en février 2009, faute d'avoir un emploi, selon des statistiques officielles tirées d'une enquête effectuée par le ministère de l'Agriculture. En outre, l'OIT prévoit la fermeture de 9 000

usines avant le printemps et de milliers d'autres par la suite. Aux Philippines, des économistes et des autorités dans le monde du travail prédisent que jusqu'à 800 000 emplois pourraient être perdus en 2009.

### **Un filet de protection qui s'effiloche**

Plus le nombre de personnes vulnérables augmente, moins celles qui pourront bénéficier d'une assistance locale seront nombreuses. Face à une aide sociale en peau de chagrin dans leur pays ou dans les pays à forte demande de main-d'œuvre, même en période de prospérité, les travailleurs semblent maintenant moins susceptibles d'avoir accès à des services ou à un recours juridique quand ils sont confrontés au travail forcé.

Par ailleurs, ces temps difficiles affectent aussi les ONG qui luttent contre la traite et qui fournissent souvent des services clés en l'absence de programmes adéquats, qu'ils soient publics ou privés. Les bailleurs de fonds se serrent la ceinture, et les organisations ont du mal à poursuivre leurs activités.